

PTP : rien n'est encore gagné



Il n'est pas encore temps de ranger nos affiches. Nous devons continuer de faire valoir, en cette période électorale, l'importance des productions sous gestion de l'offre et l'appui qu'elle obtient de la population.

Le fait que les ministres du Commerce des 12 pays du Partenariat transpacifique (PTP) n'aient pas réussi à s'entendre le 31 juillet dernier lors de la conférence ministérielle à Hawaï ne signifie pas que nous pouvons maintenant respirer plus à l'aise. Déjà, à la conférence de presse de clôture de la réunion, les ministres annonçaient des négociations bilatérales en préparation à une autre rencontre ministérielle qui pourrait se tenir plus tôt que tard.

Plusieurs y sont allés de leur interprétation et certains ont pointé la gestion de l'offre comme responsable de cet échec alors qu'il reste des désaccords sur plusieurs sujets importants concernant, par exemple, la propriété intellectuelle et le secteur automobile. De plus, le Canada n'a pas à se justifier de vouloir protéger ses secteurs sensibles. Tous les pays le font, y compris ceux qui prétendent viser la libéralisation du commerce, comme les États-Unis.

Cependant, n'étant pas à la table de négociation, nous ne savons pas qu'elle a été la teneur des discussions et si des offres ont été faites de part et d'autre. Nous ne pouvons rien tenir pour acquis.

Au cours des derniers mois, nous avons réussi à réunir de nombreux appuis autour de notre démarche visant à préserver intégralement la gestion de l'offre dans les négociations du PTP. Notamment, ceux des principaux acteurs de la filière agroalimentaire québécoise, dont les transformateurs laitiers, le 25 mai dernier. Cela a permis de montrer que l'inquiétude n'était pas limitée aux producteurs et de présenter un front uni sur ce dossier.

La mobilisation des producteurs et des partenaires a été générale. Les actions régionales, que ce soit sur le plan de l'affichage, des rassemblements, des sorties dans les médias, ont bien fait valoir qu'il y avait une réelle préoccupation de toutes les régions face aux impacts économiques majeurs pouvant résulter d'un affaiblissement de la gestion de l'offre. Cela a également permis de sensibiliser la population qui, selon un sondage des Producteurs laitiers du Canada, trouve important ou très important à près de 90 % que les produits laitiers qu'elle consomme proviennent de producteurs de lait canadiens. Ces actions ont également donné l'occasion de bien expliquer et de faire comprendre les enjeux et les impacts possibles d'une ouverture des marchés.

Mais ce n'est pas fini. Il s'agit d'une pause momentanée. Les négociations du PTP se poursuivent et les pays, dont le Canada, veulent une entente.

Il ne faut pas que la gestion de l'offre serve de monnaie d'échange dans ces négociations. Nous devons donc continuer notre mobilisation. Il n'est pas encore temps de ranger nos affiches et nous devons continuer de faire connaître les enjeux liés à ces négociations par tous les moyens, y compris par les réseaux sociaux. Et les élections canadiennes seront le bon moment de faire valoir nos arguments et d'inciter les candidats à se commettre en faveur de la gestion de l'offre.

Restons *FORTETUNIS.CA* pour la gestion de l'offre.

Bruno Lévesque

président